

La cible iranienne, Serge HALIMI, Le Monde diplomatique, janvier 2018, page 1

Devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 5 février 2003, le secrétaire d'État américain Colin Powell agite un flacon pouvant contenir de l'anthrax et commente des photos satellite de sites secrets où se fabriqueraient des armes chimiques. Cette affabulation — reconnue plus tard par son auteur — servira ensuite de rampe de lancement publicitaire à la guerre d'Irak. Le 11 décembre 2017, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies Nikki Haley se plante devant les fragments énormes d'un missile prétendument iranien qui n'a pas atteint son objectif. Et, théâtrale, elle soutient qu'il fut tiré, du Yémen, contre un aéroport d'Arabie saoudite, « un pays du G20 ». « Au risque de tuer des centaines de civils innocents. (...) Imaginez seulement qu'il ait pris pour cible l'aéroport de Washington ou de New York. Ou celui de Paris, Londres ou Berlin. » La portée de l'arme lui interdisait d'arriver jusque-là ? Peu importe : une fois encore, il faut fabriquer la peur pour justifier la guerre. Quatorze ans après avoir détruit l'Irak, le gouvernement américain a pris l'Iran pour cible.

Son manque d'imagination serait réjouissant si le sujet se prêtait à la fantaisie. En 2003, M. Powell avait également dénoncé l'existence de liens « sinistres » entre Saddam Hussein et Al-Qaïda. Là encore, rebelote le 1er novembre dernier : la CIA rend publique une moisson de documents saisis au Pakistan lors de l'assassinat d'Oussama Ben Laden et qui prouveraient l'existence de liens contre-nature entre les épigones (sunnites) de ce dernier et le pouvoir (chiite) de Téhéran. C'est à croire que Washington a déjà oublié son appui à lui, bien réel cette fois, à Ben Laden lorsqu'il guerroyait en Afghanistan contre les Soviétiques. Ou la vente illégale d'armes à l'Iran par Ronald Reagan quand le président américain espérait ainsi financer ses amis de l'extrême droite nicaraguayenne.

À l'époque, nul n'en tira prétexte pour déclarer la guerre aux États-Unis... En revanche, aujourd'hui, le désir d'en découdre avec l'Iran soude la monarchie saoudienne, le gouvernement israélien et nombre de dirigeants américains. L'influent sénateur républicain Tom Cotton, présenté comme le prochain directeur de la CIA, n'attend que cette occasion. À son avis, tous les défis diplomatiques de Washington (Iran, Corée du Nord, Chine, Russie, Syrie, Ukraine) comportent en effet une « option militaire ». Et le danger posé par l'Iran, supérieur selon lui à celui de la Corée du Nord, ne pourrait être levé que par « une campagne navale et aérienne de bombardements contre son infrastructure nucléaire...»

Le président Barack Obama relevait, il y a deux ans, que le budget militaire iranien représentait seulement un huitième de celui des alliés régionaux des États-Unis, et un quarantième de celui du Pentagone. Néanmoins, les roulements de tambour contre une prétendue menace iranienne battent leur plein. Dans un tel climat de guerre psychologique, le ministre des affaires étrangères français n'avait-il vraiment rien de plus intelligent à faire, le 18 décembre, que de dénoncer, à Washington de surcroît, la volonté d'« hégémonie » de l'Iran ?

(1) « A foreign policy for "Jacksonian America" », The Wall Street Journal, New York, 9 et 10 décembre 2017.

Note et question pour un débat :

Quelques points de repère :

Géographie : actuellement un territoire de 1,6 millions de km² et une population de 80 millions d'habitants, au Sud de la Mer Caspienne et au Nord-Est du Golfe Persique.

Histoire : - dès 1907, la Perse avait été l'objet d'un partage entre la Grande-Bretagne GB et la Russie tzariste, en même temps que d'importants gisements étaient découverts ; - à la fin de la première mondiale, les traités de paix (1920, traité de Trianon, principaux signataires : GB, France F, Etats-Unis EU, Italie, I...) ont pour conséquences : - l'Empire Ottoman disparaît, - des états nouveaux, sont créés sur ses ruines, dont l'Iran (ancienne Perse) prendra ce nom officiellement en 1934. et la République Turque (1923) ; - 1925, Reza Khan, fonde la dynastie des PAHLAVI, et prend le nom de Reza Shah Pahlavi ; - 1933, dénonciation par l'Iran des accords avec l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), pour un contrat plus avantageux ; - Seconde guerre mondiale : l'Iran prend fait et cause pour l'Allemagne, d'où une invasion simultanée des armées soviétiques et britanniques, 1941 Mohammed Reza Shah Pahlavi succède à son père destitué ; 1951, Mohammad MOSSADEGH du parti :Front national iranien accède au poste de Premier ministre, il décide entre autres [mise en place d'une sécurité sociale, contrôle des loyers...] de « nationaliser » les pétroles : casus belli : GB et EU, fomentent, par la

CIA, un coup d'état : l'opération AJAX qui aboutit à l'éviction de MOSSADEGH (1953), et son arrestation ; 1954, création d'un consortium, sous la pression des EU, chargé de l'exploitation du pétrole (en 1950 : 659 000 barils/jour, en 1964 : 1 655 000 barils/jour) ; -1963, « Révolution blanche » industrialisation, petite réforme agraire, droit de vote accordé aux femmes, politique de santé publique, etc. mais mécontentement d'une large partie de la population, très conservatrice, émergence d'une classe moyenne urbaine, qui, elle, aspire à plus de liberté. Le régime, dans le même temps muselle la presse, et accentue la répression (police secrète : la SAVAK) contre l'opposition de gauche, et plus spécialement contre le parti TOUDEH (de gauche, fondé en 1942), le Shah fait pendre ses opposants. La seule force capable de s'opposer sera celle des religieux qui le contraindront à l'exil 1978-1979, l'ayatollah (chiite) KHOMEYNI fonde une théocratie ; - 1980-1988, guerre IRAK-IRAN, (peut-être un million de morts) 1980 : mécontent de la tournure que prend la Révolution islamique (avec en particulier la prise en otage du personnel de l'ambassade des États-Unis à Téhéran) et de ses conséquences géopolitiques, EU rompent leurs relations diplomatiques et instaure des sanctions économiques contre l'Iran. Pour Ronald REAGAN l'IRAK est dans le camp du « Bien ». Le projet de conquête par Saddam Hussein des champs de pétrole du KHUZESTAN (près du Golfe Persique) enthousiasme les EU, qui y voient de nombreux avantages. Pendant que les deux nations s'épuiseront dans cette lutte, elles ne s'occuperont pas des projets à la fois d'Israël et les leurs au Moyen-Orient...Ventes massives d'armes aux deux camps ; - l'IRAN et le nucléaire, assez longue histoire qui prend sa source dans les années 1950, entre le Shah et la bienveillance EU, de nombreuses péripéties avec des alternances de calme relatif et de tensions plus ou moins intenses jusqu'à l'accord sur le nucléaire iranien (12 ans de crises) obtenu sous la présidence de Barak OBAMA, juillet 2015 : trois piliers : - une limitation du programme nucléaire iranien pendant au moins une décennie , - une levée des sanctions internationales contre l'Iran ; -un renforcement des contrôles.

Question pour un débat : l'IRAN, depuis l'existence de cet état n'a-t-il pas toujours été une cible pour les EU ?